

Deux mois de lutte à la BnF !

Intersyndicale CGT-FSU-SUD Culture de la BnF

La Bibliothèque nationale de France, troisième plus grande bibliothèque au monde est traversée depuis plusieurs mois par un mouvement social de grande ampleur et en phase de devenir historique. Rarement les agents se sont autant mobilisés, dans une grève unitaire touchant plusieurs sites, toutes les catégories de personnel et toutes les directions de la BnF, pour dénoncer de manière forte la situation désastreuse de l'établissement, les choix opérés par la direction et l'austérité budgétaire et de personnel que lui imposent ses tutelles. Cette mobilisation s'est faite dans un premier temps à travers une pétition signée par plus 700 agents qui n'a eu aucune réponse de la part de la direction, puis depuis le début du mois mai par un mouvement de grève fort et ininterrompu qui dure depuis 8 semaines.

Dans le même temps, le public de la BnF, notamment celui des chercheurs et chercheuses, a décidé de s'investir de manière intense dans l'action en soutenant la mobilisation des agents, tant dans un élan de solidarité que dans une perspective de lutte pour sauver leur outil de travail qu'ils et elles considèrent légitimement en danger. Une telle mobilisation des usagers est inédite et montre bien l'ampleur de la crise sociale en cours dans cet établissement, mais aussi la remise en cause de ses missions fondamentales. Cela a donné lieu à deux pétitions en ligne recueillant en tout 19 000 signatures, aux prises de positions de l'Association des bibliothécaires de France et de nombreuses associations de chercheurs et de sociétés savantes contre la réorganisation du service public, à la conférence de presse organisée le 15 juin en soutien à la grève en présence de plusieurs personnalités du monde de la recherche et de la Culture et à la tribune publiée le 20 juin contre cette réorganisation et signée par plus de 420 chercheurs, universitaires, intellectuels,

écrivains et artistes.

Face à un tel mouvement de contestation, face à un conflit social de cette ampleur, la réponse de la direction de la BnF n'a malheureusement pas été d'ouvrir immédiatement de vraies négociations, mais de laisser traîner les choses, de prétendre que la mobilisation des lecteurs et lectrices était factice, de remettre en cause la légitimité des personnes en lutte ou de réduire la colère du personnel et ses revendications à de simples interrogations et inquiétudes.

Cette attitude a conduit une grande partie du personnel à se sentir doublement méprisée : alors que la direction retire d'un côté aux agents l'expertise de leurs propres métiers en refusant d'écouter leur parole, elle les infantilise de l'autre en pensant régler à coups de communications et de séminaires des problèmes de fonds.

La réorganisation du service au public conduisant à réduire fortement la communication directe des collections conservées en magasins et qui est au cœur de ce mouvement a cristallisé tous les maux – pourtant dénoncés depuis des années par nos organisations syndicales – qui touchent notre établissement :

- l'empilement des missions sans moyens supplémentaires (ex. de la réouverture de Richelieu à la rentrée 2022 et bien entendu le titanesque chantier d'Amiens) ;
- les suppressions de plus de 300 postes en équivalents temps plein sur les 10 dernières années qui ont conduit à des choix intolérables que nous dénonçons aujourd'hui, amenant à délaissier certaines missions fondamentales de la bibliothèque nationale et à dégrader fortement nos conditions de travail ;
- une politique délibérée de sacrifice des effectifs de catégorie C, notamment au sein des équipes de magasinage dont 25% des postes ont disparu, qui plonge les missions

- de service public de la BnF dans l'impasse ;
- le reniement du protocole de fin de grève de juillet 2016 qui instaure un grave précédent à la BnF où nous dit-on le dialogue social serait soutenu, et qui a conduit au recours honteux à de l'ultra précarité avec de nouveaux contrats à durée déterminée sur des missions pourtant pérennes ;

Depuis début mai les personnels de la BnF et l'intersyndicale BnF CGT-FSU-SUD se mobilisent sans relâche pour faire entendre nos revendications. Malgré trois préavis de grève déposés, 17 jours de grève et un taux élevé de grévistes ces deux derniers mois, cette même direction refuse toujours de retirer une réforme unanimement rejetée et laisse s'installer le pourrissement d'un mouvement social d'ampleur, pensant certainement que les congés d'été calmeront les esprits. Erreur. Les promesses de rééquilibrage très limité en faveur des catégories C, tout comme les annonces – insuffisantes et subordonnées aux moyens octroyés par les tutelles, d'embauches ou encore le plan de « déprécarisation » concocté par la direction pour se donner bonne conscience là où un recrutement direct de magasiniers devrait être organisé, sont loin de répondre aux revendications des personnels.

Cette situation désastreuse est aussi la responsabilité des tutelles, qui acceptent une réorganisation qui symbolise dramatiquement la casse du service public de la lecture et de la recherche, et qui accepte la mise en place de l'ultra-précarité.

L'arrêt des suppressions de poste de ces 3 dernières années, obtenues grâce à la détermination du personnel de la BnF, ne suffira pas à réparer les pertes subies ces 12 dernières années, surtout que les suppressions de postes en catégorie C ont continué depuis 3 ans. L'urgence dans laquelle se trouve notre établissement nécessite une réponse forte et à la hauteur des enjeux incombant à une bibliothèque nationale, consistant à octroyer immédiatement les moyens supplémentaires

permettant l'embauche rapide de personnel titulaires supplémentaire, tant pour les missions assurées sur le site de Tolbiac que pour celles touchant le site de Richelieu dont la réouverture risque grandement de très mal se passer sans propositions concrètes mises sur la table par les tutelles, tutelles qui doivent aujourd'hui assumer leur responsabilité dans la crise que traverse la BnF et ses missions.



Plus d'infos [ici](#).